

Alain Dubourg

Lundi novembre 2023

aldubourg@orange.fr

Gaza

Contraindre Israël au cessez-le-feu

L'attaque des commandos du Hamas le 7 octobre 2023, au delà et malgré les crimes de guerre commis, aura profondément modifié le rapport de forces entre le colonisateur, Israël et les colonisés les palestiniens, non seulement sur le plan strictement militaire, mais par sa portée internationale et symbolique.

Gaza 2023 : La guerre d'Israël contre les palestiniens retrouve sa centralité internationale

Quinze jours avant l'attaque du Hamas, le 22 septembre 2023, le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu exultait devant l'Assemblée générale de l'ONU dans un discours triomphaliste, surréaliste à sa relecture. Il affirmait devant l'assemblée que la question Palestinienne était réglée, et il était aux anges devant : « *La bénédiction d'un nouveau Moyen-Orient entre Israël, l'Arabie saoudite et nos autres voisins* ». Les Accords d'Abraham [1] participe de cette « bénédiction : « *Les Accords d'Abraham ont été un tournant de notre Histoire ... Ils ont rapproché les Juifs et les Arabes ... Il n'y a aucun doute, les Accords d'Abraham ont fait se lever une nouvelle aube de paix nous sommes à l'orée d'une avancée qui sera encore plus spectaculaire : un accord de paix historique avec l'Arabie saoudite* ».

Dans son ivresse de satisfaction, Benjamin Netanyahu poursuit avec un manque cruel de capacité de prédiction, « *faire la paix avec un plus grand nombre d'États arabes va finalement renforcer les perspectives d'une paix entre Israël et les Palestiniens ... la plus grande partie du monde arabe s'est réconcilié avec l'État juif* » [2].

Quinze jours plus tard, le 7 octobre, les populations des capitales arabes commençaient à se mobiliser pour le soutien au gazaouis. Les Etats arabes devenus selon Netanyahu ses

¹ Les **accords d'Abraham** sont deux traités de paix entre Israël et les Emirats arabes Unis et entre Israël et Bahreïn. Le premier a été annoncé le 13 août 2020 par Donald Trump. Les accords ont été signés le 15 septembre 2020 à la Maison Blanche à Washington. Ils ont été prolongés par deux autres accords avec le Soudan et le Maroc. La prochaine signature devait intervenir avec l'Arabie Saoudite. Elle est remise sine die.

² Discours intégral de **Netanyahu** dans Times of Israël du 23 septembre 2023.

meilleurs amis, sous la pression populaire le lâchaient les uns après les autres. L'accord de paix avec l'Arabie Saoudite se voyait enterré.

Le mythe de l'incivilité d'Israël s'écroule

La sidération des israéliens aura été totale ce 7 octobre 2023. Presque aucun n'imaginait que le Hamas pourrait s'introduire en Israël et y mener des combats. Les premières analyses de cette déroute militaire d'Israël ont été faites. La présence d'otages israéliens et internationaux modifie la donne. Mais laissons cela aux experts militaires.

La débâcle israélienne, dont la population civile a fait horriblement et essentiellement les frais, provient de la conviction installée de la supériorité d'Israël sur les palestiniens. Les connotations racistes, suprémacistes n'étant pas toujours absentes de ce jugement arrogant. L'Etat palestinien, les juifs israéliens vont devoir réviser leur jugement.

La gauche israélienne absente

L'absence totale de référence à la question palestinienne et à l'occupation de la Cisjordanie, a fortiori à l'enfermement de 2 millions et demi de gazaoui dans une prison à ciel ouvert, pendant les puissantes et impressionnantes manifestations contre la réforme judiciaire, est significative.

Non seulement Netanyahu, dans sa péroraison à l'ONU le 23 septembre, mais également la quasi-totalité de la population juive israélienne, considéraient que la question palestinienne était derrière eux. Elle était réglée, « affaire classée ». Le statu quo était accepté par les palestiniens de Cisjordanie. Ceux de Jérusalem Est étaient réduits à l'impuissance et les gazaouis emprisonnés dans leur enclave ne pouvaient plus nuire.

Cette absence de référence à l'occupation israélienne illégale en Cisjordanie, à la monstruosité de l'emprisonnement des gazaouis depuis 16 ans, de la part de la partie la population réputée la plus à gauche, ne peut qu'interpeller sur l'état de conscience et de l'éthique politique des israéliens. La gauche israélienne doit aussi se remettre en question.

Mais il serait injuste d'accuser la gauche d'être actuellement totalement absente du combat pour un cessez-le-feu à Gaza. Des groupes de militants de la gauche israélienne organisent des petites manifestations à Tel-Aviv. Il faut même leur reconnaître un réel courage dans un climat d'hystérie collective anti palestinienne qui n'accepte pas de dissidence dans la volonté « d'éradiquer », d'en finir avec le Hamas.

Le 7 octobre apporte la preuve que les juifs sont moins en sécurité en Israël qu'ailleurs dans le monde

Un des arguments fallacieux avancés par les gouvernements signataires en novembre 1947 pour justifier la partition de la Palestine en deux Etats, l'un « juif », l'autre « arabe » [3], était d'affirmer qu'après l'holocauste et l'antisémitisme affiché ou latent, les juifs seraient totalement protégés dans un « Etat juif » [4].

³ **Résolution 181** de l'ONU du 29 novembre 1947

⁴ **L'Etat d'Israël** a été proclamé par **Ben Gourion** le 14 mai 1948 seulement six mois plus tard après le vote de la résolution 181, de la partition de la Palestine.

Netanyahou affirmait en 2015 que les juifs français seraient plus en sécurité en Israël qu'en France, et les a appelait à faire leur « Alyah » [5] [6].

Depuis le vote du 27 novembre 1947, l'ONU aura été trop souvent un monstre d'hypocrisie. Israël a toujours été et restera le lieu où les juifs sont le moins en sécurité tant que les pays ne se rassembleront pas pour imposer les conditions d'une paix durable, la création d'un seul Etat dans un seul pays pour les juifs et les palestiniens.

Les pays occidentaux capitaliste portent, avec Israël, la responsabilité historique de cette guerre

Depuis une quinzaine d'années les pays occidentaux, à l'image de Netanyahou à l'ONU, ont intégré la conviction que la question palestinienne était réglée, qu'Israël avait réussi à faire accepter le statu quo à la population palestinienne de Cisjordanie, et avait écrasé toute velléité de soulèvement d'un Gaza enfermé dans sa prison à ciel ouvert. Un Gaza rendu impuissant.

Complicité déshonorante du massacre des gazaouis

Les États-Unis, l'Europe, ne respectent pas les lois internationales universelles qu'ils ont votées. Ils les appliquent que d'une manière sélective.

L'Assemblée générale de l'ONU, réunie en 2005 en Sommet Mondial, a voté « *La responsabilité de protéger* » [7]. Cette résolution a été mise en œuvre dans plus d'une dizaine de situations dans une grande majorité en Afrique. C'est le droit d'ingérence humanitaire institutionnalisé par le droit international.

L'article 138 du texte souligne la responsabilité juridique des États à protéger la population « *contre les génocides, crimes de guerre, nettoyages ethniques, crimes contre l'humanité* ». Quatre qualifications juridiques internationales qui toutes s'appliquent à la guerre menée par Israël contre les palestiniens gazaouis. En cas de défaillance avérée, l'article 139 demande à la communauté internationale d'y pallier par « *tous moyens diplomatiques, humanitaires et strictement pacifiques* ».

Le bureau de droits de l'homme de l'ONU a publié jeudi 2 novembre un communiqué dans lequel il est exprimé « *de sérieuses inquiétudes quant au fait qu'il s'agit d'attaques disproportionnées qui pourraient constituer des crimes de guerre* ».

L'Assemblée générale de l'ONU vient de manifester un premier petit sursaut d'honneur le 27 octobre par le vote d'une résolution pour une trêve humanitaire à Gaza. J'y reviendrai.

⁵ Au lendemain de la manifestation pour **Charlie Hebdo** à laquelle il avait participé, **Benjamin Netanyahou** a déclaré le 8 février 2015 lors d'une rencontre réservée aux Franco-Israéliens dans un hôtel de Jérusalem : « *Je dis aux juifs de France : votre avenir est ici, revenez dans votre patrie* ». <https://www.lejdd.fr/International/Netanyahou-appelle-a-une-immigration-massive-des-juifs-de-France-717282-3173774>

⁶ **Alyah**, ce terme désigne l'acte d'immigration en Israël par un juif.

⁷ La **responsabilité de protéger** est une norme du droit international public énoncée dans un document adopté par tous les états-membres de l'Organisation des Nations Unies, à l'occasion du Sommet mondial de 2005.

La France Israël-Palestine : deux poids deux mesures

« Soutien inconditionnel à Israël »

Du gouvernement macroniste, l'extrême droite en passant par la droite, le consensus est sans faille. C'est le " soutien inconditionnel à Israël ". Une partie de la gauche parlementaire s'est perdue dans la même dérive éthique.

Députés français : une standing ovation pour un soutien inconditionnel à Israël.

Yaël Braun-Pivet, présidente de l'Assemblée nationale française a fait applaudir les députés dans l'hémicycle « *au nom de la représentation nationale* » à « *un soutien inconditionnel à Israël* » avec cette déclaration :

« *Devant cette barbarie* [les massacres du 7 octobre], *je veux redire ici qu'Israël est un pays ami, à qui je veux réaffirmer au nom de la représentation nationale notre totale solidarité et notre soutien inconditionnel* ».

Les députés, qui s'étaient rassis après un hommage unanime rendu aux victimes du 7 octobre, se relèvent pour répondre à l'appel de la présidence de l'Assemblée. Ils applaudissent.

Tous les élus de l'extrême droite à la gauche socialiste et communiste apportent par leurs applaudissements leur soutien « *inconditionnel* » à Israël. Seuls les élus de la France Insoumise (LFI), ne se lèvent pas, n'applaudissent pas. Ils sont hués par certains de leurs collègues [8].

En ce qui me concerne, militant communiste anti colonialiste, anti raciste, depuis l'âge de 15 ans, je reste stupéfait du soutien « inconditionnel » des élus communistes à Israël. Je ne pouvais imaginer que le PCF dérive à ce point. Leur vote de la résolution macroniste de soutien à l'OTAN n'était donc pas une erreur de parcours [9]. Le PCF abandonne sa ligne internationaliste de soutien aux peuples en lutte contre la colonisation, pour leur libération. Qu'arrive-t-il au Parti communiste français ?

L'odieuse ligne politique de la France

Soutien au massacre des palestiniens

François Cormier Bouligeon, député Renaissance du Cher, s'est rendu en délégation en Israël avec la ministre des armées Catherine Colonna et le porte-voix officiel de Netanyahu à l'Assemblée nationale française accompagnés de l'exécrable député Les Républicains (LR), Meyer Habib.

Depuis son retour François Cormier Bouligeon, reprend le thème du « *soutien indéfectible à Israël* ». Il déclare, « *Israël a le droit de prendre les dispositions nécessaires pour neutraliser tous les terroristes du Hamas. Dans une guerre il y a des dommages, il faut les accepter* », Chacun, aura compris qu'il ne s'agit pas de la guerre en Ukraine, que ces « *dommages* » sont des êtres humains, civils, hommes, femmes, enfants, nourrissons, vieillards, malades, blessés palestiniens. Et de crainte que l'on ne l'ait pas bien compris, il insiste, « *il peut y*

⁸ TFI : [Yaël Braun-Pivet fait applaudir soutien inconditionnel à Israël - Recherche Google](#)

⁹ Assemblée nationale , **résolution n° 390** : https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/textes/l16b0390_proposition-resolution

avoir des victimes civiles quand elles le sont par ricochet d'opérations militaires ciblant des terroristes ». Tout est donc normal pour le député macroniste Renaissance.

Lorsque un journaliste avance des arguments liés à l'histoire, la député LR des Alpes Maritimes, Michèle Tarabot, affirme péremptoire, « *il n'y pas de contexte politico-historique qui vienne expliquer l'attaque du 7 octobre* », Lorsque ce journaliste insiste, le président du groupe Renaissance à l'Assemblée nationale, Sylvain Maillard, dans une pirouette déclare benoîtement « *Nous ne sommes pas des historiens* ». Dans ce cas chacun peut dire ce qu'il veut, peu importe la vérité historique. C'est l'ère de la post vérité néolibérale.

Le président français participe à l'ignominie

Dans son discours télévisé du 12 octobre, Emmanuel Macron a déploré la mort de « *nourrissons, d'enfants, de femmes, d'hommes* » israéliens, il s'est dit « *partager le chagrin d'Israël* ». Cela aurait été totalement compréhensible s'il avait prononcé les mêmes paroles d'empathie pour les « *nourrissons, enfants, femmes, hommes* » palestiniens. Mais il n'aura pas prononcé un seul mot, alors que 1.400 victimes étaient déjà dénombrées parmi les gazaouis dont 447 enfants.

La mobilisation insuffisante mais réelle en France a toutefois réussi à infléchir, quelque peu, la position de " soutien inconditionnel " de la France à Israël.

Ce vendredi 27 octobre la France a approuvé une résolution de l'Assemblée générale de l'ONU réclamant une « *trêve humanitaire* » à Gaza. Le soutien « *inconditionnel* » a un peu pris l'eau. C'est un premier succès, mais très modeste au regard des enjeux, car ce n'est qu'une déclaration d'opportunisme politique, le passage à l'acte, comme d'habitude, est absent.

Nous devons maintenant contraindre la France à exiger et agir pour un cessez-le-feu immédiat. Reconnaissons que les mobilisations en France sont encore trop faibles.

La France honnie dans le monde ?

Les vies gazaouis palestiniennes n'ont, semble-t-il, pas la même valeur que les vies israéliennes juives.

Ce « *deux poids, deux mesures* » des États-Unis et de l'Europe, la France en tête, ne peut qu'accélérer la haine croissante des peuples du « *Sud Global* » ^[10] à l'encontre des pays capitalistes occidentaux. ^[11]

J'ai vécu des manifestations anti françaises au Mali à Bamako et à Mopti ^[12]. Je ressentais de la honte et bien entendu une immense révolte face au comportement néocolonial du pays dont je possède la nationalité. Je vois en ce moment les manifestations des populations de pays d'Afrique du nord, du Moyen-Orient devant les ambassades françaises. Elles accusent la France de complicité avec le massacre de la population gazaoui par Israël. La France devient honnie dans de nombreux pays du monde et bien au delà de l'Afrique. Ça me rend triste.

¹⁰ Cf. définition du « **Sud global** » en annexe

¹¹ Cf. mes **articles sur l'Afrique** (Afrique du sud, Mali, Burkina Faso) sur mon blog : www.anarchoecolococo.com

¹² **Mopti**, capitale régionale du centre du Mali, secouée par la guerre depuis 2013.

Israël coupable de crimes de guerre, d'un possible crime contre l'humanité, jusqu'au crime de génocide

Benjamin Netanyahu : Gaza « La forteresse du mal », « Le bastion du mal ». Israël le « Bien », Gaza le « Mal ». Les palestiniens, « peuple des ténèbres »

Dans une conférence de presse, samedi 28 octobre dans laquelle il prévient que la guerre sera longue, Netanyahu a repris l'antienne de Georges Bush sur l'empire du mal. Après avoir qualifié Gaza de « forteresses du mal », il reprend ses mots à l'encontre de l'Irak : la guerre contre Gaza est le combat du « Bien » contre le « Mal ».

Cette rhétorique qui appartient à la morale mystique liturgique des religions a justifié tous les crimes et génocides dans l'histoire de l'humanité. Après Georges Bush, Benjamin Netanyahu la perpétue.

Le siège « total » de Gaza

Le siège total de Gaza, est différent d'un blocus. L'eau, l'électricité, le gaz, sont coupés, l'approvisionnement en nourriture est stoppé. Un siège total est un acte barbare qui entre dans la définition du crime contre l'humanité car il a pour conséquence de tuer la population, certes à petit feu, mais au final de la tuer. C'est ce que Netanyahu et ses séides appellent « le Bien ».

Le fait de procéder dans le même temps à des bombardements sur la population civile gazaoui qui agonise, sur les hôpitaux et les médecins, dépasse de monstruosité l'entendement.

L'Etat d'Israël, soutenu par une majorité d'israéliens juifs, a prononcé la condamnation à mort de la population gazaoui. Le monde va-t-il rester spectateur ?

Le siège total de Gaza s'apparente au génocide du peuple herero en Namibie, le premier génocide du XXI^{ème} siècle, commis par le colonisateur allemand. Il avait provoqué 100.000 morts de déshydratation et de dénutrition. La conception du « bien » de la civilisation occidentale colonialiste.

L'ordre donné à la population gazaoui du nord de l'enclave de partir vers sud est un acte de transfert sous la menace de bombes, qui ne peut qu'entraîner une « catastrophe humanitaire dévastatrice » [13].

Le transfert d'une population par une puissance occupante, telle celui des gazaouis du nord vers le sud, relève avec certitude du crime de guerre, voire du crime contre l'humanité car ce transfert ne s'adresse qu'aux civils, et sans doute un crime génocidaire car Israël bombarde ces populations auxquelles il a enjoint de partir dans le Sud. La justice internationale tranchera. Je l'espère ? [14]

¹³ Appréciation portée par toutes les **ONG présentes à Gaza**

¹⁴ Cf. en annexe les **qualifications juridiques** respectives de « crime de guerre », « crime contre l'humanité », « crime de génocide ».

Gaza rayée de la carte ?

La présidence de l'organisation israélienne de défense des droits de l'homme B'Tselem, alerte « *Gaza risque d'être rayée de la carte si la communauté internationale, en particulier les Etats-Unis et l'Europe, ne fait pas stopper – au lieu de laisser faire, voire d'encourager – les crimes de guerre qu'induit l'intensité de la riposte israélienne* » [15].

Une guerre raciste conduite par un Etat suprémaciste fascistoïde

Des sionistes messianiques racistes au pouvoir

Les sionistes fascistoïdes ont pris le pouvoir en Israël dans le sillage de l'élection de Benjamin Netanyahu en novembre 2022.

Les ministres du gouvernement Netanyahu multiplient les déclarations génocidaires, à caractère « nazi » déclarent certains israéliens juifs, en Israël même. Des déclarations de ministres y font écho :

Yoav Gallan, Ministre israélien de la défense :

le 9 octobre 2023 : « *Nous imposons un siège total contre la ville de Gaza. Il n'y a pas d'électricité, pas de nourriture, pas d'eau, pas de carburant. Tout est fermé. Nous combattons les animaux humains et nous agissons en conséquence* », [16]

Bezalel Smotrich, ministre israélien des finances :

« *Il n'y pas de palestiniens, car il n'y pas de peuple palestinien* ». Déclaration à contenu et intention génocidaire.

Bien entendu aucune voix occidentale états-unienne ou européenne ne s'est élevée contre ces propos suprémacistes à connotation génocidaire de ministres israéliens, qui nient l'existence même des palestiniens, leur qualité d'être humain.

L'assimilation des gazaouis à des animaux est pour ces répugnants personnages, qui devraient être traînés devant le Tribunal Pénal International, la justification des pires violences commises depuis des semaines à Gaza et celles à venir si l'on ne stoppe pas ces mains criminelles [17].

De courageuses voix juives contre le massacre de population gazaoui

Des voix humanistes progressistes existent en Israël. Elles sont malheureusement minoritaires.

De nombreuses organisations israéliennes luttent pour la paix, souvent à leurs risques et périls tant la répression du gouvernement fascistoïde israélien est déchainée contre eux.

¹⁵ Citée par **Didier Frassin**, Le Monde du 19 octobre page « Idées ».

¹⁶ **Yoav Gallant**, <https://www.aa.com.tr/fr/monde/human-rights-watch-les-d%C3%A9clarations-de-gallant-sur-les-palestiniens-sont-un-appel-%C3%A0-commettre-des-crimes-de-guerre/3013941>

¹⁷ Le gouvernement israélien avait arrêté et incarcéré, au lendemain du 7 octobre, les ouvriers palestiniens de Gaza qui travaillaient en Israël. Il vient de libérer un millier d'entre eux, pour les renvoyer à Gaza. Des ouvriers interrogés ont accusé Israël de les avoir torturés, humiliés. La folie répressive et vengeresse d'Israël ajoute aux trois crimes précédents le **crime de torture**. (cf. qualification juridique du crime de torture en annexe).

Pour citer les plus importantes : B'Tselem, Sanding together, Breaking the silence, Les guerrières de la paix, les voix de Zehava Galon.

Des personnages publics s'insurgent : Dov Khenin (ancien député), Michael Sfard (avocat), Ayman Odeh (député arabe à la Knesset), Vivian Silver (activiste qui fait sans doute partie des otages du Hamas) [18].

La directrice exécutive de Jewish Voice for Peace, a lancé fin octobre 2023 un vibrant « *plaidoyer juif* » appelant « *à se dresser contre l'acte de génocide d'Israël.* » [19]

Ce sont des organisations, des personnes courageuses, menacées en Israël. Elles doivent avoir toute notre solidarité active.

Le Hamas n'est pas la caricature ressassée par les médias et les responsables politiques occidentaux

Mon refus d'utiliser le mot « terroriste » à l'encontre du Hamas

Je ne reviens pas sur la qualification juridique internationale de crimes de guerre que j'ai attribuée dans mon précédent article [20] à l'action des commandos du Hamas le 7 octobre en territoire d'Israël.

En revanche j'ai refusé de me soumettre aux injonctions menaçantes en France du gouvernement et des médias, de toute la droite et l'extrême droite, d'une partie de la gauche, parti socialiste et parti communiste, pour désigner le Hamas comme une organisation terroriste.

Un large spectre français et international rejette le terme « terroriste »

Jean-Claude Samouiller, président d'Amnesty International France, a affirmé au micro de *LCP*, le 2 novembre dernier, qu'il n'emploiera pas le terme de « *terroriste* » pour parler du Hamas, lui préférant celui de « *groupe armé, en l'occurrence palestinien* ».

Julia Grignon, professeure agrégée à l'université de Laval (Canada) et directrice scientifique à l'Irsem [21] a précisé au Figaro, « *Le droit international ne s'étant jamais accordé sur une définition du "terrorisme" qui fasse consensus, celle-ci est un label plus qu'une qualification juridique* » [22].

¹⁸ Cités par **Alain Policar et Anna C. Zielinska**, Le Monde du 19 octobre page « Idées »

¹⁹ Propos cités par **Didier Fassin**, Le Monde du 19 octobre, page Idées,

²⁰ « **Israël - Gaza - Palestine, une seule voie pour une paix durable : Un seul Etat dans un seul pays** », sur www.anarchoecolococo.com, le 15 octobre 2023.

²¹ **Irsem**, Institut de recherche stratégique de l'École militaire

²² Le Figaro, [Les exactions du Hamas en Israël sont-elles constitutives d'un crime contre l'humanité ?](https://www.lefigaro.fr) (lefigaro.fr)

Omer Bartov, historien spécialiste de l'holocauste, affirme que « *la violence [du 7 octobre] a été le résultat d'une impasse politique délibérément choisie par un Israël convaincu de son écrasante supériorité* » [23]. Je partage également cette analyse.

L'Organisation des Nations unies ne désigne pas l'organisation Hamas comme « terroriste » mais dénonce des « *crimes de guerre* » des deux côtés des belligérants. Ce qui avait amené, quelques jours après le début du conflit, la Représentation israélienne auprès des Nations unies à s'insurger contre le fait que le Haut-commissaire ne qualifie pas les récentes attaques du Hamas de « *terrorisme* », [24]

Volker Türk, Haut-commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, de son côté, a déclaré dans un communiqué que « *l'imposition de sièges qui mettent en danger la vie des civils en les privant de biens essentiels à leur survie est interdite par le droit international humanitaire* ».

Le mot « terroriste », un terme idéologique, partisan.

Le terrorisme est sans fondement ni définition juridique. C'est l'avis des juristes spécialistes du droit international. Ce terme n'existe pas en droit humanitaire international. C'est une notion partisane que chacun utilise selon son idéologie. Pour cette raison, les États et le droit international ne sont jamais parvenus à définir le terrorisme de manière consensuelle. En revanche les termes de « crime de guerre », « crime contre l'humanité » et « crime de génocide », « crime de torture », le sont [25].

Dans l'histoire l'accusation de « terroriste » a toujours été une utilisation idéologique, une condamnation sans appel, avec l'objectif de justifier le « droit » de supprimer l'individu sans plus de procès, de justifier tous les actes d'élimination physique ou de torture.

L'État d'Israël use et abuse du terme terroriste à l'encontre du Hamas, mais pas seulement. La doxa du gouvernement israélien est que « *tous les palestiniens sont des terroristes* » [26]. Il faut donc les supprimer. Tous. L'intention génocidaire est affirmée.

Des reportages et interviews d'Israéliens juifs sont glaçants. Les interviewés déclarent sans ambages qu'il faut soit supprimer les palestiniens, soit les expulser vers les pays voisins. En clair une deuxième Nakba [27]. Les dirigeants politiques et les ministres israéliens du gouvernement Netanyahu ne sont pas en reste.

²³ **Omer Bartov**, « *Même si le Hamas était chassé de Gaza, les israéliens n'ont aucun plan connu pour la suite* », Le Monde, page Idée, 28 octobre 2023

²⁴ **Euronews**, [Israël enfonce le droit international en imposant un "siège complet" à Gaza, avertit l'ONU | Euronews](#)

²⁵ Cf. définitions juridiques en annexe.

²⁶ **Bertrand Ravenel**, « *On appelle « terroristes » les Palestiniens qui commettent des attentats en utilisant leur corps comme arme tandis qu'on n'appelle pas « terroristes » Sharon et Tsahal qui frappent les civils avec une incomparable puissance de feu* ». « Israël et le terrorisme » dans Confluences Méditerranée 2005/3 (N°54), pages 111 à 120. [Israël et le terrorisme | Cairn.info](#)

²⁷ **La « Nakba »** (« catastrophe » en arabe) désigne pour les Palestiniens la création de l'État d'Israël. Il y a 75 ans Plus 800.000 Palestiniens ont été chassés de leurs villes villages et maisons par les milices armées israéliennes. Plus de 400 localités ont été rasées. La Nakba c'est la tragédie des réfugiés qui s'entassent dans des camps depuis 75 ans.

L'histoire d'Israël depuis la Nakba est horriblement truffée de déclarations d'intention, de volonté génocidaire.

Charles Enderlin énumère les citations de dirigeants politiques israéliens de premier plan. Il en dresse un tableau exhaustif absolument effrayant. L'intention génocidaire réitérée au cours de ces 75 années est documentée, référencée dans un ouvrage qui vient de paraître [28].

Les pays occidentaux n'ont rien voulu voir, lire, entendre ces déclarations à contenu génocidaire. Ils se sont tus. Ils sont complices et responsables du désastre actuel.

Le Hamas créature d'Israël

Le Hamas est né en 1987 au début de la première Intifada. Le peuple palestinien se soulevait contre l'occupation israélienne en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Les accords d'Oslo, signés en 1993 mettront fin à la première intifada, six ans après son déclenchement.

L'Etat d'Israël a créé les conditions de l'émergence et du développement du Hamas dans le but d'affaiblir l'Autorité palestinienne [29] tout en mettant en avant le Hamas, qu'il qualifie " d'organisation terroriste " pour justifier l'impossibilité d'engager des négociations avec les palestiniens. Cette manœuvre perverse et déshonorante se retourne contre lui aujourd'hui.

La déclaration de Netanyahu, aux députés du Likoud en 2019, est un comble du cynisme et sans ambiguïté sur le sujet : « *qui veut empêcher la création d'un Etat palestinien, doit soutenir le renforcement du Hamas et le transfert de fonds au Hamas* » [30]. On ne peut être plus clair. Il devra sans aucun doute rendre des comptes aux israéliens.

Israël a autorisé et facilité le financement du Hamas par le Qatar. Il a passé un accord le 1^{er} avril 2019, pour une augmentation significative de l'aide du Qatar au Hamas, qui est passée de 15 millions à 40 millions de dollars, une augmentation de 63%.

« *Régulièrement, un émissaire qatari arrive à l'aéroport Ben Gourion avec des valises de billets. La police israélienne l'escorte jusqu'au poste-frontière d'Eretz* [31] *où la somme est remise au Hamas.* » [32].

Une analyse occidentale du Hamas erronée avec intention fallacieuse

²⁸ **Charles Enderlin**, « *Au nom du temple. Israël et l'arrivée au pouvoir des juifs messianiques* », éditions du Seuil, 2023.

²⁹ « *Netanyahu a renforcé le Hamas pour affaiblir l'Autorité palestinienne Il a lui-même dit ces choses. Il les a écrites. Il existe de preuves. Il n'y a pas de déni possible* », **Yaniv Iczkovits**, écrivain israélien, Le Monde, page Idées, 2 novembre 2023.

³⁰ **Charles Enderlin**, dans le journal l'Humanité du 5 novembre, et dans l'Humanité Magazine du 02 novembre 2023.

³¹ Carte du Grand Israël, « **Eretz Israël** » revendiqué par les sionistes messianiques au pouvoir en Israël, en annexe

³² **Charles Enderlin**, interview dans Télérama, 11 octobre 2023, <https://www.telerama.fr/debats-reportages/comment-la-droite-nationaliste-israelienne-a-fait-le-jeu-du-hamas-l-eclairage-de-charles-enderlin-7017578.php>

Le Hamas, une administration gouvernementale de Gaza

Après le départ du colonisateur israélien de Gaza en 2005, et après 38 ans d'occupation militaire de la bande de Gaza, le Hamas, à la suite d'élections, gère l'enclave. Il n'y pas de gouvernement proprement dit, le Hamas, le refuse, mais une gestion gouvernementale de Gaza. Le Hamas se refuse à établir un « mini Etat » à Gaza. Sa vision est celle d'une Palestine globale unifiée. Aussi peut-on qualifier la gestion politique administrative et militaire de Gaza par le Hamas comme une « administration gouvernementale ».

Le Hamas élu démocratiquement par les palestiniens

Des élections législatives se sont tenues, le 25 janvier 2006 sous contrôle international. Le Hamas a gagné ces élections et sèchement battu le Fatah de Mahmoud Abbas. La légitimité démocratique du Hamas à Gaza est incontestable.

Le Hamas est l'organe politique du groupe armé « Les Brigades Izz al-Din al-Qassam » fondées en 1991, comme l'était l'ANC [33] de Nelson Mandela pour sa branche armée « Umkhonto we Sizwe » (le Fer de lance de la nation). Certes leurs fondamentaux idéologiques respectifs ne sont pas semblables. L'un étant d'inspiration nationaliste religieuse, quand l'autre était porteur d'une visée d'inspiration communiste. Ça fait une grosse différence, mais le mode d'organisation est semblable ainsi que leur lutte commune contre le système d'apartheid.

Le Hamas est un mouvement social.

C'est une des raisons de son très fort encrage dans la population gazaoui. Le Hamas baigne dans la société. Il est en quelque sorte la société palestinienne [34]. Ses combattants sont héroïsés par une grande partie des palestiniens.

La réalité du Hamas est donc bien plus complexe que l'image « terroriste », simplificatrice, démagogique qui lui est donnée pour servir d'épouvantail, de repoussoir d'ennemi irréductible à éradiquer.

L'irrésistible ascension politique du Hamas en Palestine (Gaza-Cisjordanie)

Les pays occidentaux prompts à jeter le terme idéologique et infamant de « terroriste » sur le Hamas, feraient bien de s'interroger sur les raisons fondamentales qui président à son irrésistible ascension, non seulement à Gaza mais également en Cisjordanie occupée par Israël.

Le soutien massif des palestiniens au Hamas à Gaza et dans les territoires occupés, s'explique par la poursuite et l'accélération de la colonisation et par l'incapacité de l'Autorité palestinienne, et de son parti le Fatah, à la contenir.

L'Autorité palestinienne est totalement discréditée par sa pratique d'une ignoble collaboration avec l'occupant colonialiste israélien. L'infâme et stupide récente déclaration antisémite de son président, Mahmoud Abbas, n'est que l'illustration de l'écroulement idéologique et moral

³³ **ANC** : African National Congress, alliance tripartite avec le parti communiste sud africain (**SACP**) et la confédération syndicale **COSATU**. Cf. textes sur l'Afrique du Sud sur www.anarchoecolococo.com rubrique Afrique, onglet Afrique du Sud

³⁴ Contrairement à l'affirmation péremptoire de **Fabien Roussel**, le secrétaire national du PCF, dans une interview réalisée en Guadeloupe, « *tous les palestiniens ne sont pas le Hamas* », certes pas tous, mais une grande majorité, et il réitère dans cet interview son injonction à LFI de qualifier de terroriste le Hamas « *sinon nous ne pourrions plus avoir de relations* » précise-t-il.

de l'institution et de son " leader " inamovible [35]. Il est vrai que ce personnage s'était déjà fait remarquer par des déclarations négationnistes d'un antisémisme répugnant. Mahmoud Abbas laissera décidément une bien mauvaise image dans l'histoire de la Palestine.

Des évolutions idéologiques et stratégiques majeures inscrites dans sa charte de 2017

Les références religieuses perdent leur primauté dans la nouvelle charte

Leila Seurat, chercheuse [36] montre que le Hamas a très sensiblement évolué et tend progressivement vers un mouvement aux références plus laïques.

Dans son " document de principes et de politique générale " publié il y a six ans, en 2017, le Hamas abandonne son radicalisme religieux en retirant la mention de son affiliation aux Frères musulmans. La résistance armée devient un choix stratégique unique [37].

Des références religieuses sont toutefois maintenues.

Benjamin Netanyahou a bien entendu qualifié de "bluff mensonger" cette Charte du Hamas, amendée en 2017, qui ne correspond pas à l'image qu'il veut en donner au monde pour justifier sa volonté de le " détruire " ?

Le Hamas, fédérateur des groupes palestiniens.

En 2019, le Hamas a créé le "Haut comité pour la marche du retour" dont l'objet est de fédérer tous les groupes palestiniens. La Marche du retour commémore l'exode palestinien de 1948, la Nakba. Elle clame le droit au retour des palestiniens. Sa date annuelle est le 15 mai, lendemain de la date anniversaire de la proclamation de l'Etat d'Israël.

En 2018, année du 70^e anniversaire de l'exode, les organisateurs ont annoncé que la marche, se déroulerait désormais du 30 mars au 15 mai. Yahya Sinwar, chef du Hamas à Gaza a déclaré que « *les marches du retour se poursuivront jusqu'à ce que la frontière disparaisse* ».

En 2021, l'opération « Epée de Jérusalem » a consolidé la démarche du Hamas et permis de réunir les localités palestiniennes dans une lutte commune [38].

³⁵ **Mahmoud Abbas** : « *Ils disent qu'Hitler a tué les juifs parce qu'ils étaient juifs, et que l'Europe haïssait les juifs parce qu'ils étaient juifs. C'est faux. [...] Les [Européens] ont combattu ces gens en raison de leur rôle dans la société, qui avait trait à l'usure, à l'argent. [...] Selon [Hitler], ils faisaient du sabotage et c'est pourquoi il les haïssait [...] Il a dit qu'il combattait les Juifs parce qu'ils étaient usuriers et liés à l'argent* ». Déclaration rendue publique mercredi 6 septembre 2023.

³⁶ **Leila Seurat**, " *Le Hamas veut parler au nom des palestiniens* ", Le Monde du lundi 30 octobre 2023. **Leila Seurat** est chercheuse au Centre arabe de recherches et d'études politique de Paris, associée au centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales. Elle est l'autrice de l'ouvrage " *Le Hamas et le monde* ", ed.CNRS, 2015

³⁷ Cf. Trois analyses détaillées de la Charte du Hamas :

IEMED, Institut Européen de la Méditerranée, « **Nouvelle politique du Hamas pour des temps nouveaux** » 17 juillet 2017, <https://www.iemed.org/publication/nouvelle-politique-du-hamas-pour-des-temps-nouveaux/?lang=fr>

- 1) **Libération**, le 14 octobre 2023. <https://www.liberation.fr/checknews/est-il-vrai-que-la-charte-du-hamas-fixe-comme-objectif-la-destruction-de-letatdisrael20231014>
- 2) **Times of Israël**, Une analyse israélienne de la charte de 2017, <https://fr.timesofisrael.com/le-recent-document-politique-du-hamas-un-exercice-de-relations-publiques-pour-saper-lolp/>
- 3) **Le Temps**, « *Le Hamas se dote de nouveaux « principes généraux », plus modérés* » <https://www.letemps.ch/monde/moyenorient/hamas-se-dote-nouveaux-principes-generaux-plus-moderes>, 2 mai 2017

³⁸ **Leila Seurat**, idem

Un symbole fort de l'abandon de l'identification religieuse par le Hamas et de sa volonté fédératrice des palestiniens est le remplacement du drapeau du Hamas par le drapeau palestinien sur le site des brigades Al-Qassam la branche armée, dont le porte parole déclare :

” Gaza, Jérusalem, la Cisjordanie, et les palestiniens de 1948 ne sont qu'un seul corps, une seule patrie, partageant un seul destin et une seule résistance ”

Le Hamas «mouvement national islamique»

Si le Hamas renonce enfin à toute connotation antisémite et à son appartenance aux Frères musulmans, il n'abandonne pas toute référence religieuse dans sa nouvelle charte. Le Hamas s'y définit «mouvement national islamique».

Le Hamas n'est pas un mouvement djihadiste, qui appelle au Djihad, c'est-à-dire à la conquête du monde et sa soumission à l'islam.

Le Hamas est un mouvement nationaliste palestinien qui a pour seul objectif, la libération de la Palestine de l'occupation coloniale par Israël. Le Hamas n'a pas d'agenda politique pour imposer la charia en France.

Il existe sur le territoire de Gaza une organisation à la fois alliée au Hamas dans la guerre, et rivale en politique, en préceptes et principes religieux, le Djihad Islamiste palestinien. Celui-ci accuse le Hamas de laxisme et prône la « guerre sainte. Mais le Djihad Islamiste palestinien est beaucoup moins représentatif que le Hamas.

Le Hamas n'accepte pas en principe la solution à deux États. S'il considère que la Palestine est musulmane, le Hamas affirme qu'il est possible que les membres des trois religions : islam, christianisme et judaïsme coexistent en sûreté et en sécurité. C'est l'idée d'Etat commun que je défends.

La Charia n'est pas imposée à Gaza

La société palestinienne gazaoui est une société conservatrice. Les religieux intégristes appuyés par des éléments du Hamas et surtout par le mouvement djihadiste cherchent à imposer des règles de la Charia. Mais bien que conservatrice la société gazaoui résiste. Le port du voile n'est pas obligatoire à Gaza. Les femmes peuvent aller dans les cafés et demander à fumer la chicha. Une gazaoui, interviewée dans Slate, résume la situation : *«C'est vrai qu'ils [les forces religieuses conservatrices et des éléments du Hamas] s'attaquent à notre liberté, mais c'est faux de dire qu'elle diminue. La résistance des femmes est efficace car finalement, peu de choses ont changé. Les femmes continuent de travailler, de conduire et de fumer la chicha. Notre liberté va au-delà de notre code vestimentaire. »* [39].

Le Hamas, terroriste pour Israël et l'Occident, soutenu par la majorité des palestiniens

L'écho puissant que recueille le Hamas est le résultat de nombreux facteurs.

En premier lieu l'accélération de la catastrophique et ignoble politique de colonisation de la Cisjordanie, de Gaza et de Jérusalem [40], et de la volonté réitérée des ministres israéliens d'annexion de toute la Cisjordanie et d'expulsion des palestiniens de Cisjordanie vers la Jordanie ou autres pays limitrophes, ceux de Gaza en Egypte. L'obsession d'Israël avec les sionistes messianiques est la totale conquête territoriale de la Palestine.

Aussi, le Hamas doit-il son immense popularité au projet politique israélien.

Mais le Hamas doit aussi à lui-même son immense popularité parmi les palestiniens.

Sa capacité pragmatique à abandonner les références religieuses islamiques fondamentalistes, à fédérer les groupes palestiniens, à abandonner, fort heureusement, les relents antisémites inacceptables de la charte de 2008, et enfin abandonner son objectif de destruction de l'Etat d'Israël.

Benjamin Netanyahu, les pays occidentaux, n'ont pas voulu prendre en compte l'évolution du Hamas. Ils l'ont niée car elle les desservait. Le 7 octobre en est le résultat. Abasourdis ils ont compris, mais trop tard, qu'ils avaient fait fausse route. Pour eux « l'affaire palestinienne était réglée » ! Ils sont aujourd'hui placés devant leurs responsabilités.

Une fois que l'on a déversé des torrents de haine contre le Hamas que reste-t-il ?

- Une Palestine revenue au centre des préoccupations internationales.
- Une politique d'accords avec les pays arabes obsolète.
- L'image défaite d'un Israël surpuissant et invincible
- Un peuple israélien dans un état de sidération, souvent transi de peur et profondément divisé
- Et aucune perspective politique de résolution de la question palestinienne par le gouvernement israélien.

Le risque réel se dessine de guerre civile larvée entre les sionistes messianiques ultra-orthodoxes fanatiques aujourd'hui au pouvoir (demain ?) et la population israélienne laïque. Celle qui manifestait tous les jours depuis des mois contre les décisions antidémocratiques du gouvernement fascistoïde, mais qui elle aussi oubliait la question palestinienne. Elle vient de frapper brutalement à leur porte.

Israël foule aux pieds l'ONU, le droit international

Le monde occidental capitaliste, hier encore « le dominant du monde », a laissé l'Etat d'Israël ignorer 122 résolutions de l'ONU depuis 1948.

La résolution 181 du 29 novembre 1947 de partage de la Palestine en deux Etats un « juif » et l'autre « arabe » aura été la seule résolution de l'ONU mise en œuvre par Israël mais pour très vite la trahir. Durant 75 ans, Israël a ignoré toutes les règles du droit international. Nous avons aujourd'hui le résultat : un peuple palestinien désespéré jusqu'à commettre le 7 octobre des actes effrayants.

⁴⁰ Le **plateau du Golan** est autre territoire illégalement colonisé par Israël. Il se situe sur le territoire syrien. Si Israël avait pu coloniser la partie sud du Liban, qui fait partie selon les sionistes messianiques de **Erezt Israël** (Définition en annexe), lors de la guerre menée par Israël au Liban en juin 1982. L'armée israélienne a perdu 670 soldats lors de ce conflit, portant à 1 216 le nombre total de soldats tués entre les années 1982 et 2000. 17 825 Arabes sont morts durant cette guerre dont au moins 10.000 furent des soldats de l'armée syrienne ou des milices palestiniennes.

Un Etat colonisateur, raciste suprémaciste, parcouru d'intentions génocidaires, et cela depuis 75 ans, ne peut que pousser un peuple au désespoir.

Comment s'étonner que d'autres pays ait emboité les pas d'Israël en ignorant et méprisant, eux aussi, les résolutions de l'ONU. Il est très dangereux, et même extrêmement périlleux que de plus en plus d'Etats s'acharnent à piétiner ou laisser piétiner le droit international.

Israël porte une très lourde responsabilité dans la perte de crédibilité des résolutions de l'ONU et du droit international.

Israël affaibli

Des conséquences économiques lourde de la guerre pour Israël

Les dégâts pour l'économie d'Israël occasionnés par cette guerre seront sans précédents dans son histoire. La mobilisation de plus de 360.000 réservistes retirés de la vie active productive constitue une perte économique considérable. Plus la guerre durera, plus les dégâts économiques et financiers seront importants et handicaperont sur le moyen terme, voire le long terme, les performances économiques d'Israël.

Des jeunes israéliens patrons de Start up, interviewés par un journaliste sur France Culture déclaraient qu'ils n'auraient sans doute pas d'autre possibilité que de fermer très prochainement leurs entreprises, les salariés étant au front.

Des universités sont fermées faute d'étudiants partis au front.

Le shekel, la monnaie israélienne est en chute libre depuis l'attaque du 7 octobre [41].

Israël dans une impasse mortifère.

Personne ne peut anticiper l'avenir tellement il est incertain. La seule chose dont nous pouvons être certains, est que le monde est aujourd'hui branché sur l'heure palestinienne, ce que voulait à tout prix éviter Israël et ses complices occidentaux. Il clamait, jusqu'à la tribune de l'ONU que « la question palestinienne était réglée, classée ». Le réveil doit être dur. La question palestinienne est revenue au centre des préoccupations du monde.

C'est déjà un premier échec cuisant enregistré par l'Etat d'Israël. D'autres suivront tout aussi cuisants.

Deux dérives théocratiques parallèles, obstacles supplémentaires à surmonter

Je voudrais confier ici mon désarroi, mon inquiétude.

Si je suis totalement à l'aise sur mes positions anti colonialistes vis-à-vis d'Israël, je le suis moins en ce qui concerne les deux protagonistes de cette guerre. Je ne souhaite ni la victoire du sionisme messianique ni celle de l'islamisme radical que je combats sans réserve. Les deux sont mes ennemis politiques, idéologiques irréductibles. Or ce sont les deux seuls en lice pour le moment.

T4 Le sionisme messianique majoritaire en Israël

Le sionisme originel était laïc. J'ai toujours combattu le sionisme, mais je me reconnaissais dans le socialisme laïc du sionisme. Il aurait fallu lui ôter son contenu sioniste pour que j'approuve totalement, ce qui était impossible pour l'anticolonialiste que j'étais. Comme je l'ai

⁴¹ Depuis l'attaque du Hamas en territoire israélien le 7 octobre dernier, le cours du shekel a vu sa valeur dégringoler de 5,5% face au dollar, <https://www.capital.fr/entreprises-marches/guerre-au-moyen-orient-le-shekel-en-chute-libre-1483071> (le 23 octobre 2023)

déjà écrit j'avais été très séduit par les formes d'organisation du kibboutz dans lequel j'avais séjourné, en Israël [42]. J'y avais rencontré de nombreux juifs israéliens pro palestiniens. Par une terrible ironie du sort les kibboutz proches de Gaza, sauvagement attaqués par les commandos du Hamas le 7 octobre étaient pour la plupart des kibboutz pro palestiniens, c'est-à-dire anticolonialistes, hostiles à la colonisation de la Cisjordanie, et à Netanyahu. Ceux-là mêmes qui pourraient être le fer de lance d'un état juif-arabe commun sur le territoire de la Palestine historique.

Aujourd'hui le sionisme est malheureusement devenu messianique, ultra orthodoxe. Le mythe de la terre sacrée donnée par dieu domine et putrifie la réflexion de nombreux israéliens. Cette terre leur appartient. Point. Personne d'autre n'a de légitimité sur elle. Un fanatisme messianique religieux effrayant que l'on retrouve dans les paroles et déclarations des ministres du gouvernement Netanyahu.

T4 Un islamisme fondamentaliste radical

Le mouvement palestinien était à ses débuts, tel le sionisme, un mouvement laïc. Le jeu pervers d'Israël à renforcer le Hamas, qui était lié à sa création aux Frères musulmans, a délibérément contribué à l'affaiblissement des laïcs palestiniens. L'objectif d'Israël était d'essayer de démontrer au monde que toute négociation était impossible avec les palestiniens.

Les gouvernements israéliens successifs, et Netanyahu en tête [43], ont importé l'islamisme radical à Gaza : Ehud Barak (1999-2002), Ariel Sharon (2001-2006), et Ehud Olmert (2006-2009), ont appliqué cette stratégie mortifère pour Israël. Ces apprentis sorciers ont créé le chaos. Leur responsabilité est écrasante.

La population israélienne semble en avoir pris conscience avec les attaques du 7 octobre. Enfin, mais c'est un peu tard.

Le droit international discrédité, piétiné, un danger pour l'humanité

Un danger de chaos mondial

Deux poids, deux mesures

Le deux poids, deux mesures dans l'application du droit international est une dérive mortelle pour l'humanité. Elle ne peut que conduire au chaos.

Les États-Unis, l'Europe, la France en tête, persistent dans cette voie en ne donnant pas le même poids aux vies israéliennes et palestiniennes.

A cet égard la présidente de la Commission européenne Ursula Van der Leyen lors de sa visite en Israël, exprimant sa solidarité, son « soutien inconditionnel » à Israël qui, selon l'élément de langage distillé, « a le droit de se défendre », et qui a ignoré délibérément l'existence même des gazaouis, a jeté l'opprobre et le déshonneur sur l'Union européenne.

⁴² C'était en 1973, ce **Kibboutz d'obédience socialiste** était sur le territoire de l'Etat d'Israël.

⁴³ **Netanyahu** a été Premier ministre d'Israël de 1996 à 1999, puis de 2009 à 2021. Il l'est nouveau depuis 2022.

Le droit de se défendre, madame,

Le « droit de se défendre », madame, ne comporte, ni ici ni ailleurs, le droit de commettre des horreurs, des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité, et au rythme de la folie meurtrière d'Israël un crime de génocide.

Le « droit de se défendre » madame, n'implique pas un droit illimité à se venger.

Malgré cette flétrissure sur l'Union européenne, Ursula Van der Leyen est toujours présidente de la Commission.

Le rapport de forces mondial bouge

La guerre d'Israël contre Gaza emplit les écrans de télévision. Les peuples du monde y sont collés. Ils entendent les déclarations partisans, ils voient les actes meurtriers odieux, effrayants à l'encontre des gazaouis, les milliers tués sous le tapis des bombes israéliennes [44].

L'occident capitaliste pouvait se permettre cette politique de deux poids deux mesures tant qu'il dominait le monde de sa puissance et de son arrogance. Aujourd'hui c'est fini. Le rapport de forces bascule. Ce qu'il est désormais convenu d'appeler le « Sud Global » progresse à vitesse rapide. L'occident n'est plus suivi. Le monde est en train de progressivement le lâcher.

Je m'en réjouirais si ce « Sud global » offrait la perspective d'un nouvel humanisme mondial. Ce n'est pas le cas. Le Sud global se pose en adversaire de l'occident mais pour occuper sa place de domination perdue.

Le Sud global, un espoir ?

Ce nouveau rapport de force en faveur du Sud global, comme l'était celui d'hier en faveur de l'Occident n'annonce rien de vraiment meilleur.

Les BRICS : Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du sud en sont les leaders. Six autres pays vont les rejoindre le 1^{er} janvier 2024 : L'Iran, l'Argentine, l'Egypte, l'Ethiopie, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. Leur diversité, voire leur caractère hétéroclite est patent. Seul leur rejet de l'Occident les rassemble.

Il est difficile de discerner un espoir avec des Narendra Modi, premier ministre indien, un des pires racistes de la planète, ou Vladimir Poutine que l'on ne présente plus. Dans cet environnement peu ragoutant la Chine de Xi Jinping serait la « moins pire ». C'est peu dire !

Quant au Brésil de Lula, il est vacillant, toujours tenté par une extrême droite évangélique radicalisée. Pour l'Afrique du Sud, nous devons malheureusement nous départir de cette si belle et magnifique image d'humanisme et d'intelligence du - terroriste - Nelson Mandela [45]. L'Afrique du Sud est un pays capitaliste avec une bourgeoisie noire qui a, en partie, remplacé et avec efficacité la bourgeoisie d'affaires blanche. Son président, Cyril Ramaphosa, dont le parcours personnel et politique ne peut être comparé aux précédents, est toutefois, comme dans de plus en plus de pays, un président ultra millionnaire. Issu du

⁴⁴ **L'armée israélienne** s'est vantée d'avoir déversé plus de bombes en trois semaines sur le mouchoir de poche qu'est Gaza, que les Etats-Unis en un an au plus fort de l'intervention sur le territoire d'Afghanistan. Il y a des exploits qui salissent leurs auteurs de la tache indélébile d'infamie.

⁴⁵ Rappel : **Nelson Mandela** était lui aussi qualifié de « terroriste » par les pays capitalistes complices actifs de l'apartheid, les USA et Israël en tête. Sorti de ses 27 années de prison il lui sera décerné le prix Nobel de la Paix. L'espoir de millions de palestiniens est que le Mandela palestinien **Marwan Barghouti** soit libéré des geôles israéliennes pour accomplir un processus de création d' « un seul Etat dans un seul pays » pour les juifs et les arabes.

syndicalisme il est devenu une des plus grandes fortunes du continent africain, avec un capital estimé à près de 450 millions de dollars. Ça laisse quelques doutes sur le personnage.

Non, je ne vois pas d'issue humaniste à la situation actuelle. Je crois qu'elle ne sera perceptible qu'à la sortie de l'immense chaos qui s'annonce.

Le seul vrai espoir serait que les peuples prennent urgemment en main leur destin, descendent dans la rue et balaient tous ces autocrates malfaisants qui mènent l'humanité au désastre.

Gaza demain rasée : et après ?

Le New York Times révèle qu'aux premiers jours de novembre « *entre 38.200 et 44.500 bâtiments auraient été endommagés ou détruits depuis le début de la guerre dans toute la bande de Gaza* », et ajoute que « *l'étude spatiale dévoile, avec des images détaillées, l'intensité de frappes rarement connues au XXIème siècle* ». [46]

Israël peut sans problème raser Gaza. Elle dispose de l'arsenal militaire adéquat. Les « puissances occidentales » le laissent faire. Il le fera. Il est en train de le faire. Sauf si nous, les populations du monde, l'en empêchons. [47]. Mais vite !

L'enclave de Gaza rasée, toute la population (2,4 millions d'âmes avant le 7 octobre) ne sera pas anéantie. Celle qui aura survécue à ce crime contre l'humanité opéré en toute liberté, aura décuplé sa haine contre Israël et les pays complices. Les Etats-Unis, Israël et l'Union Européenne ne sont encore débarrassés des palestiniens !

Que va faire Israël des gazaouis qu'il n'aura pas massacrés ?

Les représentants que les gazaouis ont démocratiquement élus seront pour plupart éliminés si l'on en croit Israël (« neutralisés » selon l'euphémisme utilisé par les militaires).

Les gazaouis n'auront plus d'administration. Qui va alors gérer l'enclave ? Une armée d'occupation israélienne encore plus meurtrière que la précédente, avant le départ des colons de Gaza en 2005 ?

La stratégie d'Israël à Gaza peut rappeler sur un aspect celle des Etats-Unis en Irak : la politique de la terre brûlée. On connaît le résultat.

Au-delà de la destruction de Gaza les israéliens n'ont aucun plan politique. Jo Biden lui-même a alerté Israël, « *ne commettez pas nos erreurs stratégiques passées* » (Afghanistan, Irak). Le président des Etats-Unis a demandé une clarification de la stratégie politique d'Israël, ses buts de guerre. Silence de Netanyahu, il ne dispose que d'un plan militaire d'écrasement de Gaza. Après, le vide. Pas tout à fait le vide cependant.

⁴⁶ **Vadim Kamenka**, « *Les crimes de guerre font bouger les lignes diplomatiques* », journal l'Humanité du 5 novembre. Pages 4 & 5.

⁴⁷ Israël a bombardé et sérieusement endommagé **l'Institut culturel français** qui faisait office d'antenne du Quai d'Orsay et donc protégé à ce titre par le droit international, ainsi que les locaux de **l'Agence France Presse**.

Israël envisage une nouvelle Nakba

Le média israélo-palestinien (lié avec la plate-forme WikiLeaks) a révélé un document des services de renseignement et de sécurité israéliens, repris par la presse israélienne et confirmé par le gouvernement israélien [48], qui révèle trois options pour l'après guerre

1. Une nouvelle occupation de Gaza. Elle n'aurait pas plus de succès et d'avenir que la précédente.
2. Redonner à l'Autorité palestinienne le contrôle de Gaza. Celle-ci en serait bien incapable.
3. Transférer les gazaouis en Egypte dans le Sinaï. Une nouvelle Nakba.

Le document précise que le gazaouis seraient mis « dans un premier temps dans des villages sous des tentes », puis dans un deuxième temps " dans des villes avec des habitations en dur ». Israël oublie simplement que le Sinaï est en Egypte, et que celui-ci n'est pas d'accord. Mais comme ce qu'il est convenu d'appeler « la communauté internationale », dans les faits les pays les plus puissants de la planète, laisse l'Etat d'Israël faire ce qu'il veut, pourquoi se gêner.

La volonté d'épuration ethnique de la Palestine est illustrée par cette solution retenue par Israël. En fait Israël voudrait réitérer une Nakba pour les palestiniens de Gaza. Le seul fait d'envisager une telle solution qui relève d'un crime contre l'Humanité, est révélatrice de la folie qui s'est emparée du pouvoir israélien. Il faut urgemment le stopper.

L'ivresse de puissance de l'Etat d'Israël depuis ses victoires militaires en 1967 et 1973, a plongé ce pays dans l'hubris détectable chez Netanyahou à la tribune de l'ONU en septembre dernier.

Lors de discussions, ces dernières années à Paris avec des amis juifs français, j'avais souvent l'idée d'une démarche suicidaire à terme d'Israël, un sorte de cheminement vers l'autodestruction. Je sentais leur incrédulité.

Ces amis, juifs progressistes laïcs, opposés à la colonisation, partageaient par ailleurs la conviction d'une invincibilité d'Israël.

Les Etats occidentaux et les grands pays du " Sud Global " doivent assumer leurs responsabilités

L'on ne répètera jamais assez que la responsabilité originelle revient entièrement aux 33 Etats qui ont décidé en 1947 de la partition du territoire palestinien, la moitié pour la création d'un « Etat juif » [49].

⁴⁸ **Transfert des gazaouis en Egypte dans le Sinaï**, Times of Israël : « Israël a admis lundi avoir rédigé une proposition de guerre visant à transférer les 2,3 millions d'habitants de la bande de Gaza dans la péninsule égyptienne du Sinaï, suscitant la condamnation des Palestiniens et exacerbant les tensions avec Le Caire. » <https://fr.timesofisrael.com/un-document-des-renseignements-propose-le-transfert-des-gazaouis-dans-le-sinaï/>

⁴⁹ ONU, **Résolution 181** du 29 novembre 1947.

Depuis 75 ans l'Etat d'Israël, aujourd'hui « Etat-nation du peuple juif » [50], existe. Neuf millions d'israéliens y vivent (7 millions de juifs israéliens et 2 millions d'arabes israéliens). La très grande majorité des juifs est issue d'une émigration arrivée après la proclamation de l'Etat juif en mai 1948. En Palestine, (Gaza, Jérusalem et Cisjordanie) vivent 5 millions d'arabes Palestiniens. Soit 7 millions au total, avec les arabes israéliens.

Les juifs et les arabes palestiniens ont le droit inaliénable de vivre là où ils habitent. Il faut donc trouver une solution pour que ces deux populations, à la démographie identique, vivent en paix. C'est un Etat commun.

En finir avec la légende des deux Etats

Le consensus des nations s'est établi au cours de ces 75 années sur la partition de la Palestine, sur la création d'un Etat juif, ce qui fut fait, et d'un Etat palestinien ce qui ne fut jamais réalisé. Et de répéter à l'envie, au cours de ces 75 années, la litanie de la solution à « deux Etats ». Construite sur la négation de l'existence d'un peuple autochtone sur la partie cédée à l'Etat juif, elle a toujours été impossible.

Le premier texte publié le 15 octobre sous l'intitulé « *Israël - Gaza - Palestine, une seule voie pour une paix durable : Un seul Etat dans un seul pays* », dénonce l'hypocrisie de ces 33 Etats [51], soupçonne et accuse certains d'intention antisémite, à savoir se débarrasser des juifs encombrants après un holocauste sur lequel nombre de ces mêmes pays ont fermé les yeux, se sont bouchés les oreilles, et se sont tus [52]. Cet héritage nauséabond fait partie aujourd'hui de la réalité.

La preuve incontournable est apportée, 75 ans plus tard, de l'inanité du mantra des "deux Etats". L'Etat palestinien n'existe pas. Il faut donc trouver une autre solution : celle d'un Etat commun aux deux populations juives et arabes.

Il est temps de réparer la faute de la résolution 181 de l'ONU en 1947

Les Etats ont su décider de la partition de la Palestine. Qu'ils sachent recoudre ce qu'ils ont déchiré. Qu'ils se mettent tous autour d'une table, dans le cadre de l'ONU, et contraignent

- 1) Israël à stopper immédiatement le massacre de la population palestinienne.
- 2) imposent l'élaboration d'un processus de création d'un Etat commun aux deux parties juives et arabes, seule solution, pour une paix juste et durable.

⁵⁰ Le 19 juillet 2018, le Parlement israélien a adopté une « **loi fondamentale** » proclamant Israël comme « **État-nation du peuple juif** ». L'hébreu devient la seule langue officielle. Jérusalem unifiée est la capitale d'Israël. Les discriminations à l'encontre des arabes israéliens est inscrite dans la Loi fondamentale d'Israël (fat office de constitution) . C'est un acte institutionnel d'engagement d'un processus d'apartheid

⁵¹ L'annexe en fin de texte reproduit la liste des 33 pays.

⁵² Cf. l'excellente série documentaire historique sur la chaîne Arte, « **L'Amérique face à l'holocauste** »

Les pays occidentaux doivent abandonner leur légende de création d'un Etat palestinien et opter pour d'un Etat commun

Cet Etat existe déjà : mais c'est un Etat d'apartheid

La situation est trop grave pour continuer à raconter des histoires et mener en bateau non seulement les palestiniens mais aussi les israéliens juifs. Ils viennent d'en faire une terrible expérience le 7 octobre. Ça suffit.

L'Etat unique sur le territoire de la Palestine historique existe, c'est un Etat d'apartheid qui poursuit sa construction suprémaciste. Il faut le stopper.

En Israël les 2 millions d'arabes palestiniens ne bénéficient pas des mêmes droits, entre autres dans le domaine foncier. La loi fondamentale qui vient d'être votée institutionnalise une discrimination nationale pour les arabes israéliens. « L'Etat-nation du peuple juif » considère que la terre est la possession exclusive des juifs auxquels Dieu l'a donnée. Les Arabes Palestiniens sont reconnus citoyens israéliens, mais ne possèdent pas la nationalité israélienne. Apartheid !

En Cisjordanie, les palestiniens ne possèdent aucun droits. Les tribunaux sont militaires. Apartheid !

L'installation de colonies en Cisjordanie progresse chaque jour

La vision commune des colonies juives en Cisjordanie est biaisée. Elle se limite souvent à quelques images médiatiques de juifs ultra-orthodoxes fanatiques qui occupent et expulsent les palestiniens de leur terre. La réalité est également autre. La colonisation est aussi bien démographique qu'économique.

Certaines colonies (près de 200) sont aujourd'hui des villes juives en territoire cisjordanien comme Ma'aleh Adumin à l'est de Jérusalem qui doit compter aujourd'hui près de 50.000 habitants ou Ariel ^[53] fondée en 1978 qui coupe en son milieu le nord de la Cisjordanie et compte environ 30 000 habitants. La ville d'Ariel possède une grande université ^[54] avec presque 20.000 étudiants juifs et palestiniens. L'Etat israélien est déjà installé partout en Cisjordanie.

112 entreprises israéliennes en Cisjordanie !

La colonisation, en plus de ses aspects agricoles de confiscation des terres des palestiniens, est marchande et industrielle. L'ONU a publié en février 2020 une liste de 112 sociétés ayant des activités dans les colonies israéliennes en Cisjordanie occupée et donc considérées comme illégales par le droit international. Israël, sans complexe, a qualifié l'initiative de l'ONU de "honteuse". Benjamin Netanyahu a érupté "*Nous rejetons fermement ce geste méprisable*" et a lancé la menace de rétorsion après la diffusion de la liste. "*Quiconque nous boycotte sera boycotté*". Le secrétaire général de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) Saëb Erakat a précisé que « *la liste n'est pas complète* ». « *Toutes les compagnies*

⁵³ **Ariel**, ou la colonie devenue une "ville sympa" (lemonde.fr)

⁵⁴ https://fr.wikipedia.org/wiki/Universit%C3%A9_d%27Ariel

non israéliennes, qui sont complices du régime d'Apartheid d'Israël et de ses graves violations des droits des Palestiniens (...) doivent y être ajoutés ».

En Cisjordanie le système routier et autoroutier structure l'espace en « bantoustans » ^[55] palestiniens.

Un gigantesque système routier et autoroutier israélien se développe à grande vitesse sur tout le territoire cisjordanien. Il marque de son sceau la politique d'apartheid assumée de l'Etat d'Israël. Ces routes sont en grande partie interdites aux palestiniens. Elles permettent aux résidents juifs des colonies et des villes israéliennes en territoire cisjordanien de circuler entre elles et rejoindre le territoire israélien.

Les projets montrent des cartes autoroutières qui quadrillent toute la Cisjordanie et structure le territoire en « bantoustans » palestiniens peu reliés entre eux. Les palestiniens n'auraient plus à terme que la gestion " municipale " de ces bantoustans.

L'Etat apartheid est engagé dans un processus accéléré de construction et de finalisation de la marginalisation totale de la population palestinienne en Cisjordanie. ^[56]

La construction d'un Etat palestinien indépendant est impossible. Les deux économies israélienne et palestinienne sont trop imbriquées, avec une dépendance totale de la Palestine. Un futur Etat palestinien ne serait pas viable.

Un Etat palestinien indépendant, quel Etat ?

Qui dirigerait cet Etat palestinien indépendant ? Je suppose que les pays occidentaux qui plaident avec les États-Unis, depuis 75 ans, pour la création d'un Etat palestinien, n'envisageraient pas l'établissement de cet Etat palestinien indépendant sans élections, leur critère sine qua non de la démocratie ?

S'il n'y pas eu d'élection depuis 2006 en Palestine, c'est parce que l'Autorité palestinienne refuse de les organiser, sachant que le Fatah serait éliminé en Cisjordanie après l'avoir été en 2006 à Gaza. En cas d'élections le Hamas sortirait vainqueur et serait porté au pouvoir sur toute la Palestine.

Netanyahou veut " écraser " " éliminer " le Hamas. C'est une idiotie sans nom. La direction du Hamas est exilée au Qatar. Netanyahou va bombarder le Qatar ?

La guerre va certes affaiblir le Hamas à Gaza en termes numériques, mais pas en termes politiques.

Un Etat indépendant palestinien serait un Etat avec au pouvoir le Hamas. Certes rien n'est certain en politique, mais en date d'aujourd'hui et sans doute pour longtemps encore, il n'y a pas d'alternative politique sérieuse au Hamas en Palestine. Pour ma part je le regrette amèrement, mais c'est la réalité. Et l'on sait qui en porte la responsabilité, Israël et ses alliés occidentaux.

⁵⁵ **Bantoustan** : territoire attribué à une population noire d'Afrique du Sud, au temps de l'apartheid.

⁵⁶ Cf. les remarquables documentaires reportages d'ARTE dans « La Guerre au Moyen –Orient »

Les premiers signes d'un processus d'isolement d'Israël

L'affaiblissement d'Israël sur le plan international s'accélère, et pas uniquement dans les pays de confession musulmane.

Résolution de l'ONU pour trêve humanitaire immédiate

Cent vingt pays [57], dont la France ont voté à l'Assemblée générale des Nations-unies, une résolution pour une « *trêve humanitaire immédiate ...* » et la suite est importante de signification d'une évolution des nations « ... *durable et soutenue menant à la cessation des hostilités.* ». Bien entendu c'est insuffisant, insatisfaisant, mais la référence à " une cessation des hostilités " indique que si les peuples savent se rassembler pour exiger de leurs gouvernements un appel à un cessez-le-feu immédiat, nous aurons encore franchi une étape importante vers des décisions contraignantes.

Il est également à noter que la résolution ne mentionne ni ne condamne les attaques du Hamas du 7 octobre. Plus significatif encore un amendement a été proposé par le Canada qui « *condamne sans équivoque les attaques terroristes du Hamas* » en Israël à partir du 7 octobre et la prise d'otages. Cet amendement a été rejeté !

L'examen de la liste des pays qui ont voté contre la résolution avec Israël et les Etats-Unis, indique un réel isolement de ces deux pays à l'ONU [58].

Le Hamas propose une libération conditionnelle de tous les otages

Le chef du Hamas à Gaza, Yahya Sinwar, a proposé sur la chaîne de télévision Al Aqsa TV, de procéder à l'élargissement des otages en possession du Hamas en échange de la libération des 6.000 prisonniers politiques palestiniens.

L'association de famille d'otages enjoint Netanyahu de prendre la décision.

Les pays membres de l'ONU ont les moyens de contraindre Israël à accepter cet échange. Ce serait un pas décisif vers un cessez-le-feu.

Que font-ils ?

Rappel d'ambassadeurs et ruptures diplomatiques

La Jordanie, le Bahreïn, la Colombie, la Bolivie et le Chili ont rappelé leur ambassadeur en poste en Israël.

Dans le cas du Bahreïn qui a annoncé le gel de ses liens économiques, et décrété le retour de son ambassadeur d'Israël, la rupture diplomatique est très lourde de signification et de conséquences potentielles pour Israël. En effet le Bahreïn est signataire des accords d'Abraham de 2020. Sa prise de position pourrait être interprétée comme une dénonciation des accords d'Abraham. Le risque serait alors que d'autres pays arabes, poussés par leur opinion publique, suivent le Bahreïn.

⁵⁷ **Vote européen de la résolution** .Huit pays européens ont voté pour la résolution : France, Belgique, Luxembourg, Espagne, Portugal, Malte, Slovaquie et Irlande. Cinq ont voté contre : Autriche, Croatie, République tchèque, Roumanie et Hongrie. Les autres se sont abstenus*.

⁵⁸ **Vote ONU** : 120 voix pour, 14 contre et 45 abstentions.

Un avertissement ferme de l'Australie

La ministre australienne des affaires étrangères, Madame Penny Wong, a averti Israël que « *la communauté internationale n'acceptera pas la mort continue de civils* ».

En 1947 les Etats ont décidé à l'ONU la partition de la Palestine

En 2024 les Etats doivent décider la création d'un Etat commun.

La décision de création d'un Etat commun ne doit pas relever de l'incantation comme le mantra de « deux Etats ». Elle doit être contraignante.

Israël a ignoré, et le plus souvent d'une manière provocatrice, les dizaines de résolutions de l'ONU notamment pour stopper la colonisation de la Cisjordanie. Il faut que l'ONU se fasse enfin respecter et impose à Israël :

- 1) Un cessez-le-feu immédiat
- 2) L'engagement d'un processus de création d'un Etat commun aux juifs et aux palestiniens sur le territoire de la Palestine Historique.

Dans l'immédiat
Contraindre Israël au cessez le feu à Gaza.
Il y a urgence absolue.

L'honneur de l'humanité est dans les mains des peuples du monde

La solution pour une paix durable ne peut venir d'une négociation entre Israël et la Palestine

Aucune de ces deux parties israélienne et palestinienne n'est en mesure d'apporter, seule, une solution au drame absolu que vivent leurs populations depuis 75 ans. A elles deux, elles ne le sont pas plus.

Il n'y a aucune illusion à se faire avec les Etats occidentaux, pour la plupart fondés de pouvoir du capitalisme néolibéral uniquement sensible à ses intérêts de classe. Ces Etats prisonniers du capital ne prendront aucune initiative sérieuse, spontanément, de leur propre gré.

Ainsi plupart des dirigeants européens ont refusé de répondre à l'appel du Haut-commissaire des Nations-unies aux droits de l'homme à un « *cessez-le-feu humanitaire immédiat à Gaza* », la France faisant honteusement partie de la brochette.

L'ensemble des Etats du monde rassemblés sont, en revanche, en capacité d'apporter, d'imposer une solution pour une paix durable en Israël-Palestine mais à condition que les peuples se mobilisent.

Le chemin de la paix appartient en dernier ressort aux peuples du monde.

- Les peuples du monde doivent dire, crier le monde dans lequel ils veulent vivre.
- Les peuples du monde doivent descendre dans la rue, mettre en œuvre toutes formes d'action de masse, boycott etc .. exiger, imposer à leurs gouvernements respectifs de s'atteler enfin à la solution qui apportera une paix durable en Israël-Palestine.
- Les peuples du monde doivent donner à leur gouvernement à leurs Etats, la leçon d'humanisme, de simple humanité, qui leur est apparemment inconnue.
- Les peuples du monde seuls, peuvent être les messagers de la paix. D'eux dépend la paix mondiale aujourd'hui menacée.

Le monde vit un moment de grand danger, mais qui ouvre aussi, et plus que jamais depuis 75 ans, une possibilité d'apporter une solution durable à la question palestinienne.

Aux peuples du monde de décider de l'avenir de l'humanité.

Annexes

Qualifications juridiques des crimes par le droit international

- **Crime de guerre:**
 - actes commis en violation du droit international humanitaire (par exemple les Conventions de Genève). « *Le crime de guerre est toujours commis en lien avec un conflit armé. C'est le droit international humanitaire qui s'applique quand deux Etats sont en conflit, quand un Etat est en conflit avec un groupe armé ou quand deux groupes armés sont en conflit. L'exercice de guerre est encadré* » [59]
- **Crime contre l'humanité:**
 - actes commis dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique lancée **contre** des populations civiles. « *Le crime contre l'humanité est détachable du conflit armé. On peut le commettre en temps de paix. Ce sont des crimes de droit commun Commis dans le cadre d'attaques généralisées ou systématiques en exécution d'un plan concerté à l'encontre de la population civile.* » [60]
- **Crime de génocide**
 - « *Si une population civile est visée avec l'intention de détruire tel ou tel groupe déterminé, on est dans le crime de génocide mais les mêmes actes peuvent être à la fois des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, voire des crimes de génocide* » [61].

L'article II de la Convention des Nations Unies contient la définition du crime de génocide. Elle conjugue deux grands éléments :
- un élément psychologique : « l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel », et
- un élément matériel, qui comprend les cinq actes :
 - le meurtre de membres du groupe
 - des atteintes graves à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe
 - la soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle
 - des mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe
 - le transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe

L'Etat d'Israël cumule les crimes condamnés par le droit international.
- **Crime de torture**
 - « *Une intention d'obtenir de la victime des aveux, des renseignements, ou de la punir d'un acte commis par elle ou par un autre, ou de l'intimider, de la terroriser (elle ou le groupe auquel elle appartient) ou de lui faire payer le fait d'appartenir à une minorité* ».
 -

Islamique ou islamiste ?

⁵⁹ Aurélia Devos, « Les actes de terrorisme peuvent être aussi des crimes guerre », Le Monde, page Idées, du 31 octobre 2023. « *Crimes contre l'humanité. Le combat d'une procureure* », ed. Calmann-Lévy

⁶⁰ Idem

⁶¹ Idem

Le terme « islamique » signifie « *qui a rapport à l'Islam* », celui « d'islamiste », est relatif à l'islamisme qui promeut « *l'expansion de l'islam* ».

Vote de la résolution 181 de partage de la Palestine le 29 novembre 1947.

Le partage et la création des deux États (État juif, État arabe et zone de Jérusalem sous administration internationale), furent votés par 33 voix contre 13, et 10 abstentions.

Ont voté pour :

États-Unis d'Amérique, Australie, Belgique, Bolivie, Brésil, RSS de Biélorussie, Canada, Costa Rica, Danemark, République dominicaine, Équateur, France, Guatemala, Haïti, Islande, Liberia, Luxembourg, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Norvège, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, Suède, Tchécoslovaquie, RSS d'Ukraine, Union sud-africaine, URSS, Uruguay et Venezuela.

Ont voté contre :

Afghanistan, Arabie saoudite, Cuba, Égypte, Grèce, Inde, Iran, Irak, Liban, Pakistan, Syrie, Turquie et Yémen.

Se sont abstenus :

Argentine, Chili, Chine, Colombie, Salvador, Empire d'Éthiopie, Honduras, Mexique, Royaume-Uni, Yougoslavie.

Glossaire

Le « Sud global » :

Le Sud global, c'est l'ensemble des pays touchés par les effets néfastes de la mondialisation qui subissent le pillage de leurs matières premières et les politiques néocoloniales. Le Sud global, ce sont les dominés qui s'opposent aux dominants et à un Nord global, notion qui remplace de plus en plus celle d'Occident.

Cet ensemble de pays en voie de développement et émergents d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine est toutefois hétéroclite.

Eretz Israël

« *Eretz Israël* », le Grand Israël de la Bible :

